

102 ans après, les inégalités persistent!

Article de Marie-Alice Medeuf-Andrieu, Secrétaire confédérale, paru dans FO Hebdo n°3021

Le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, est l'occasion de revendiquer l'égalité et de faire un bilan sur les avancées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Malgré l'arsenal législatif et réglementaire, l'égalité entre les femmes et les hommes peine à se mettre en place, faute de volonté réelle d'aboutir...

Les inégalités persistent et le contexte de crise économique et sociale actuel tend à les accentuer, pour autant, les femmes ne doivent pas être celles sur qui repose davantage ses conséquences.

Cette journée rappelle l'importance et l'actualité de l'égalité professionnelle, dans laquelle notre organisation est fortement investie.

L'égalité professionnelle est à la fois un défi pour notre action syndicale, mais aussi un enjeu pour Force Ouvrière.

L'égalité entre les femmes et les hommes doit demeurer une priorité pour notre organisation, alors que les femmes subissent de plein fouet la précarisation du travail, accentuée par la crise financière, sans en avoir le monopole.

La précarité des femmes est une réalité. Soixante-dix pour cent des personnes vivant sous le seuil de pauvreté sont des femmes. Et cette précarité prend plusieurs formes: travailleuses pauvres, femmes battues... Investir ce terrain est d'autant plus important que les nouvelles configurations et cheminements personnels, comme les séparations ou les familles monoparentales, fragilisent l'autonomie économique et sociale de nombreux salariés.

L'égalité entre les femmes et les hommes doit permettre le progrès social pour tous et non la régression partagée entre tous, d'autant plus que l'objectif d'égalité est transversal: formation professionnelle, salaires, conditions de travail... salariés des grandes entreprises et salariés des TPE.

Sans compter les femmes qui cumulent plusieurs sources de précarité, loin d'être exceptionnelles: femme, jeune, mère célibataire.

Cette précarité est souvent une précarité d'emploi: chômage, précarisation croissante de l'emploi...

Pour FO la question centrale, désormais incontournable, est celle du temps partiel contraint, fléau du travail féminin.

Depuis 2007, Force Ouvrière souhaite l'ouverture d'une négociation nationale interprofessionnelle consacrée à l'égalité professionnelle, qui traite aussi et surtout des temps partiels.

Aussi, l'investissement de Force Ouvrière dans le domaine du temps partiel s'articule autour de deux priorités: résorption du temps partiel contraint et amélioration des droits et garanties des salariés.

Plus que jamais, Force Ouvrière revendique l'ouverture des négociations sur le temps partiel afin de permettre à chaque salarié de vivre décemment de son travail, de se loger, de se nourrir, de se former et de retrouver sa dignité. «À travail égal, salaire égal», demeure une revendication prioritaire.

Non... La crise ne doit pas justifier les inégalités!

Activité syndicale du 06/03/2012



<http://fovinatier.free.fr/>